

Christian JACOB

*Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 4 juillet 2007]

Président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 12 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi de programme relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement (n°955) [14 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire sur les travaux de la Délégation sur le développement durable [17 octobre 2007] (n° 294)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Environnement. Agriculture. OGM [15 janvier 2008] (p. 184)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se déclare choqué de voir M. Chassaing et plusieurs orateurs se sentir obligés de "vérifier à chaque instant dans les tribunes du public si M. Bové était d'accord ou non" avec leur intervention [13 mai 2008] (p. 2039)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2587)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2588)

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2588)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2587)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 2588)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2587)

Energie et carburants : indépendance énergétique : Union européenne (p. 2587)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2588)

Logement : économies d'énergie (p. 2587)

Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2588)

Transports : politique des transports (p. 2588)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4436)

Thèmes :

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4436)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4436)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 4436)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4519)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1104)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1105)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1104)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1105)

Recherche : biotechnologies (p. 1104)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1105)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 170 (p. 1201) : adopté (p. 1202)

Ses interventions (p. 1203 et s.)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1289 et s., 1300)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son intervention (p. 1305)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-adt n° 376 de Mme Delphine Batho (déclaration à l'autorité administrative préalable à toute mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la

déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1307)

Intervient sur le sous-adt n° 460 de M. André Chassaigne (déclaration à l'autorité administrative entre trois et neuf mois avant toute mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (p. 1307)

Intervient sur le sous-adt n° 490 de Mme Delphine Batho (information des collectivités territoriales concernées des lieux de mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (p. 1309)

Intervient sur le sous-adt n° 491 de M. Germinal Peiro (information du maire de la commune concernée des lieux de mise en culture d'OGM) à l'adt n° 65 rectifié de la commission (p. 1309)

Intervient sur l'adt n° 415 de Mme Corinne Erhel (impossibilité de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) (p. 1316)

Son amendement n° 169 rectifié (suppression de l'obligation pour l'exploitant OGM d'informer, préalablement au semis, les exploitants des parcelles attenantes) : devenu sans objet (p. 1316)

Article 7 (publicité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation)

Son intervention (p. 1317)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 418 de M. Germinal Peiro (étiquetage des produits ou sous produits composés en tout ou partie d'OGM, y compris les produits ou sous produits d'animaux) (p. 1322)

Intervient sur l'adt n° 424 de M. François Brottes (définition du statut de "lanceur d'alerte") (p. 1325)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 407 précédemment réservé de Mme Geneviève Gaillard (remplacement du terme "coexistence" (entre cultures) par "protection des") (p. 1327)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son amendement n° 173 (p. 1335)

Ses interventions (p. 1336 et s.)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son intervention (p. 1411)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son amendement n° 168 (p. 1430)

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [13 mai 2008]
(p. 2029)**

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2008]
(p. 2039)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ;
[5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008]
(p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11
juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370,
3379, 3418)**

*Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation
des locaux d'habitation comme locaux professionnels)*

Son intervention (p. 2961)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son intervention (p. 2980)

Après l'article 12

Son amendement n° 512 (extension du champ
d'application du service chèque-emploi pour les très
petites entreprises) (p. 3026) : adopté (p. 3027)

Après l'article 33

Son amendement n° 524 (p. 3194) : rejeté (p. 3196) ;
repris par M. François Brottes

Son amendement n° 521 (étude d'impact territoriale
en cas de projet de réorganisation d'un service ou
d'un établissement public dépendant de l'Etat)
(p. 3199) : adopté (p. 3201)

*Article 21 précédemment réservé (assouplissement des
possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du
formalisme des contrats ; exigence de contreparties à
la négociation tarifaire portant sur les produits
agricoles périssables)*

Son intervention (p. 3404)